

avertissements à la légère, le groupe de travail leur rappelle les paroles du Vice-premier ministre et ministre des Finances, l'honorable Allan MacEachen, du 10 juillet:

Le déficit de la balance des paiements auquel font face les pays du Tiers-Monde importateurs de pétrole menace non seulement la stabilité des mécanismes financiers internationaux mais aussi la stabilité du monde en soi.

Devant ces faits, c'est avec empressement et détermination que les pays industrialisés doivent offrir des solutions et non seulement des réactions aux besoins des pays en développement. En échouant, nous partagerons une lourde responsabilité dans la souffrance humaine généralisée. De même, la signification réelle de cette crise et des autres qui l'ont précédée nous aura échappée, notamment qu'il nous est impossible de protéger nos propres intérêts sans reconnaître ceux des pays en développement.

Toute solution aux problèmes Nord-Sud doit nécessairement recevoir l'assentiment des pays producteurs de pétrole. Le recyclage de leurs revenus importants doit se faire de sorte à assurer: la protection de leurs intérêts, la relance de la croissance économique dans les pays industrialisés et répondre aux besoins des pays en développement. De même, une modification des mécanismes et procédures financiers de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International constitue une partie essentielle d'une telle solution.

Bien que des propositions précises dans ce domaine risquent de ne pas voir le jour au cours des débats de la prochaine réunion extraordinaire des Nations unies consacrée au développement, le groupe de travail est convaincu que le sentiment d'urgence qui y prévaudra et la réaction des participants risquent d'avoir une influence décisive sur les progrès qui seront accomplis dans des assemblées plus restreintes, comme celles proposées par la Commission Brandt du genre Sommet Nord-Sud ou lors du prochain sommet annuel des sept pays les plus industrialisés qui se tiendra au Canada l'an prochain. Si ces différents sommets laissent l'impression de servir à éviter ou à minimiser les préoccupations des pays en développement—ou de favoriser une entente entre les pays de l'OPEP et le Nord—il en résultera une sérieuse remise en question de l'exercice et ses chances de succès en seront diminuées.

Étant du nombre des quelques pays dont le réputation permet de jeter un pont entre le Nord et le Sud, le Canada a un rôle clé à jouer dans les mois à venir. Nous demandons au gouvernement canadien de s'engager à jouer un rôle actif et positif, de rechercher des intérêts communs avec les pays qui partagent nos vues et à formuler des propositions qui aideront à résoudre ces problèmes et qui ne feront pas